



RAPPORT D'ACTIVITE 2016 – RESUME

ASBL EXPOSANT D PROJET CEINTURE ALIMENT-TERRE LIEGEOISE

En juillet 2016, la Wallonie (DGO6, Economie sociale) a confié à l'ASBL Exposant d, une des six organisations à l'origine du projet CATL, la mission de soutenir le développement de l'écosystème CATL, et en particulier de projets et partenariats coopératifs innovants destinés à structurer la filière locale. Depuis la mi-2016, la CATL est devenu l'unique projet porté par l'ASBL Exposant d, et son plan d'action s'est structuré autour de 6 axes de travail :

- impulsion de projets et de partenariats novateurs.
- travail de sensibilisation et de mobilisation du grand public.
- travail de sensibilisation et de mobilisation des pouvoirs publics locaux.
- structuration de l'accès aux financements pour les porteurs de projets.
- collaborations avec le monde scientifique et académique.
- création ou contribution à la construction d'outils mutualisés

1) Impulsion de projets et de partenariats novateurs

Le premier projet pilote porté par l'équipe d'Exposant d, le magasin « Les Petits Producteurs » (LPP), lancé en octobre 2016, a permis de faire d'une pierre trois coups :

- lancer avec succès une nouvelle activité de distribution basée sur un modèle économique innovant, permettant de répondre à un des principaux objectifs de la CATL : soutenir les producteurs tout en mettant une alimentation de qualité à la portée du plus grand nombre.
- mettre en place un partenariat gagnant/gagnant avec Les Compagnons de la Terre (CDLT) qui d'une part, ont pu écouler leurs productions dans les meilleures conditions, et d'autre part ont apporté la majeure partie du capital nécessaire à la création du magasin test (constitué en Groupement d'intérêt économique).
- tester des mutualisations matérielles et logistiques (véhicules de transport, chambres froides...) entre trois acteurs de la filière dont les activités sont complémentaires : production (CDLT), magasin (LPP) et vente en ligne (La Coopérative Ardente).

Cette expérience a été concluante à tous niveaux. D'une part, l'activité du magasin LPP va être pérennisée via la création d'une nouvelle coopérative citoyenne, dont les activités vont s'autonomiser et progressivement s'étendre. D'autre part, les partenaires du test vont approfondir les collaborations entamées, et s'ouvrir à de nouveaux partenaires dans le cadre de la dynamique CATL.

En quelques mois à peine, ce projet nous a permis d'avancer sur trois chantiers de la CATL : Construire la logistique de la filière alimentaire locale en circuit court, Combiner les innovations techniques et sociales pour provoquer l'évolution du système alimentaire local, Créer les chaînons manquants de la filière alimentaire locale

2) Travail de sensibilisation et de mobilisation du grand public

L'un des principaux enseignements des forums de réflexions et des groupes de travail de la CATL reposait sur le constat que le poids du changement ne pouvait reposer sur les producteurs seuls : la mobilisation des citoyens et des pouvoirs publics serait un facteur-clé pour engager la transformation des systèmes agro-alimentaires locaux.

Les citoyens peuvent pour leur part soutenir les filières courtes en tant que consommateurs responsables, mais ils disposent également de leviers d'action en tant qu'investisseurs éthiques, et en tant que forces vives des projets. Cette volonté de favoriser diverses formes d'implication citoyenne explique que la forme juridique de la coopérative à finalité sociale (SCRLFS) soit rapidement apparue comme la plus adaptée pour lancer les nouveaux projets et créer les chaînons manquants de la filière courte en construction.

Pour prendre leur essor, de telles coopératives doivent se constituer une communauté de coopérateurs / investisseurs / consommateurs. Au cours des derniers mois, notre équipe a entrepris un important travail de mise en valeur des projets coopératifs qui prennent leur essor dans le cadre de la dynamique CATL : production de capsules audio et vidéo, animation des réseaux sociaux, organisation de la participation conjointe à des événements/marchés tels que Court-Circuit, Retrouvailles ou Papillon. Enfin, le festival *Nourrir Liège 2017* que nous avons co-organisé a permis de sensibiliser plusieurs centaines de liégeois aux enjeux agroécologiques et coopératifs portés par la CATL.

3) Travail de sensibilisation et de mobilisation des pouvoirs publics locaux

Un projet de transformation du système alimentaire local tel que celui que nous avons entrepris ne peut s'envisager qu'avec l'engagement d'une large palette d'acteurs, notamment les communes. Ces dernières jouent bien sûr un rôle important en matière de soutien au développement économique local, mais elles sont également propriétaires d'un patrimoine foncier agricole qu'il est possible de mobiliser au bénéfice d'une agriculture écologique de proximité. Or, nous avons été invités par le bureau Pluris à prendre une part active au travail de conception de la fiche « agriculture et alimentation locale » du Schéma de développement territorial pluricommunal des 24 communes de l'Arrondissement de Liège. A cette occasion, nous avons eu l'opportunité de travailler directement avec les élus communaux et obtenu que les filières courtes, l'agroécologie et les modèles coopératifs portés par la CATL soient au centre de la stratégie agricole du schéma de développement territorial des 24 communes de l'agglomération (en cours de ratification). Avec pour résultat également que des opportunités concrètes de mise à disposition de terres agricoles pour des porteurs de projets agroécologiques sont en train de se dessiner avec plusieurs communes. Alors que le prix du foncier agricole a triplé au cours des dix dernières années et que la facilitation de l'accès à la terre est un des chantiers fondamentaux qui ont été identifiés par les forums et groupes de travail CATL, les partenariats avec les pouvoirs publics locaux font partie des pistes les plus prometteuses pour progressivement « déverrouiller » l'accès à la terre.

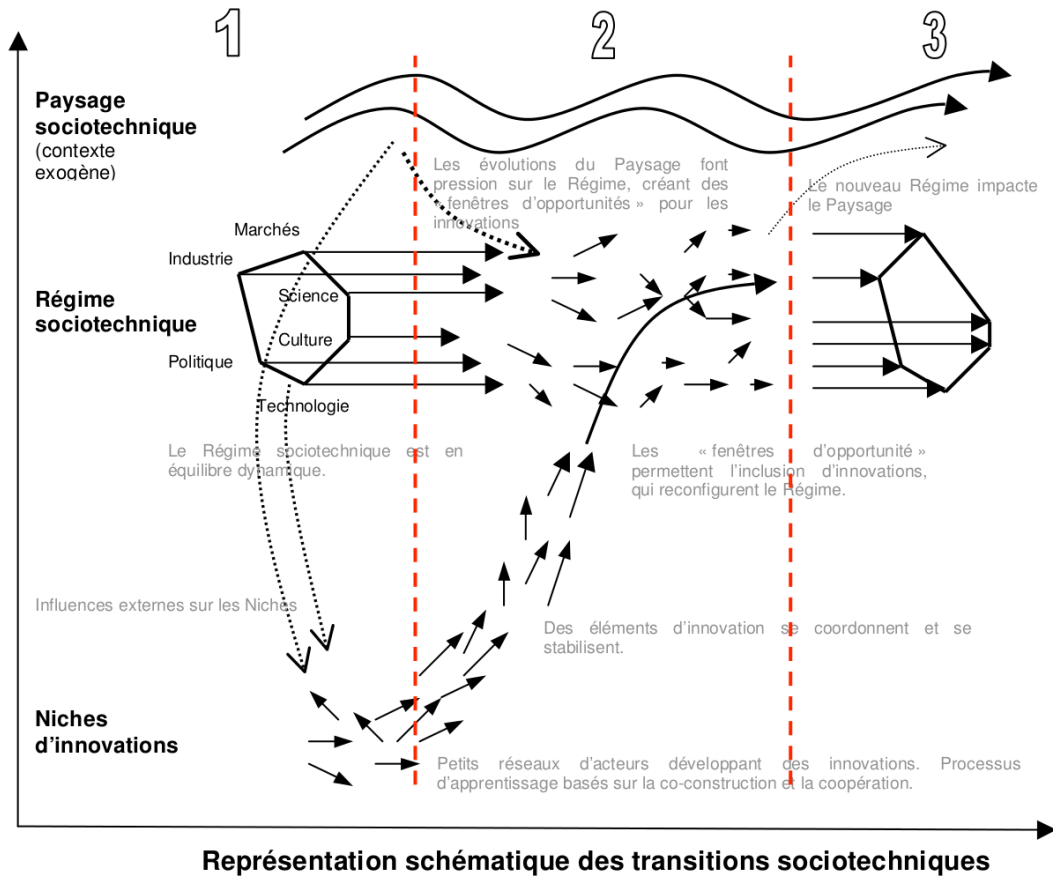
4) Structuration de l'accès aux financements pour les porteurs de projets

La construction d'une ambitieuse filière économique courte va devoir mobiliser des moyens considérables : financement des outils agricoles, des ateliers de transformation, des infrastructures logistiques, etc. Il est grand temps de trouver un meilleur usage aux trois cent milliards d'euros qui végètent actuellement sur les comptes bancaires des belges : non seulement ils ne rapportent rien, mais ils contribuent à financer des activités souvent peu recommandables. Les coopératives citoyennes constituent selon nous le véhicule économique privilégié pour structurer les nouvelles filières courtes de manière professionnelle. Pour l'heure, en région liégeoise, c'est environ trois millions d'euros qui ont pu être mobilisés auprès des citoyens pour financer des coopératives de la filière alimentaire locale. Et jusqu'ici, chacune de ces coopératives a dû aller chercher ses propres coopérateurs « à la force du poignet », avec ses petits moyens. Au cours des derniers mois, nous avons soutenu individuellement plusieurs jeunes coopératives, par un travail de communication (réalisation de vidéos notamment), pour les aider toucher une plus large communauté de soutien, dans le cadre de leurs appels publics à l'épargne respectifs. C'est un travail que nous comptons poursuivre, mais nous nous sommes également impliqué dans la création d'un nouveau projet qui a pour ambition de réaliser un changement d'échelle pour le financement des projets coopératifs en Wallonie. En novembre dernier, nous nous sommes en effet associés, avec Financité et les coopératives Vin de Liège, Compagnons de la Terre, Scopiton, Ateliers de l'Avenir, DYNAMO coop, Les Tournières, à la création du GIE *Vers une économie en Transition* (ou « Projet X »), un générateur d'activités économiques solidaires qui a vocation à se transformer en holding et en fonds d'investissement coopératif.

5) Collaborations avec le monde scientifique et académique

Un projet de transformation en profondeur (ou « transition ») d'un système alimentaire doit reposer sur un bon diagnostic et sur une bonne stratégie. Depuis 2014, nous avons collaboré à de nombreux travaux scientifiques (avec l'ULg, l'UCL et l'ULB) qui avaient majoritairement pour cadre théorique « la transition des systèmes sociotechniques ». Ce cadre scientifique et les études sur lesquelles il est fondé nous aident à comprendre comment se transforment les systèmes alimentaires, et surtout comment il est possible d'influer sur leur transformation à long terme. Dans cette perspective, l'impulsion et le soutien de réseaux d'acteurs développant des innovations techniques et sociales (niches d'innovation) est essentielle, et c'est là une des principales fonctions de la CATL. La transition demande une compréhension des verrouillages (situations où une technologie dominante empêche le développement de trajectoires alternatives) des systèmes sociotechniques, la construction d'alternatives et aussi la construction d'un cadre politique pour que ces alternatives puissent nourrir la transition. Diverses expériences ont démontré la possibilité de débloquent de tels verrouillages¹.

¹ Lire notamment « Dépasser les verrouillages de régimes socio-techniques des systèmes alimentaires pour construire une transition agroécologique », PV BARET, PM Stassart, G Vanloqueren, accessible ici : <https://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/136905/1/Baret%20Stassart%202013%20lock-in.pdf>



L'expérience CATL nourrit sa stratégie de ces théories, mais elle contribue également à les alimenter. Ainsi par exemple, nous collaborons actuellement avec la chercheuse Marlène Feyereisen (unité de recherche SEED de l'ULG), dans le cadre de la recherche FOOD4GUTS (programme d'excellence de la Wallonie), sur une étude de cas consacrée à la manière dont le projet CATL s'emploie à tenter de déverrouiller le système alimentaire local.

6) Création ou contribution à la construction d'outils mutualisés

Nous avons identifié certains besoins communs dans le chef de plusieurs porteurs de projet, à commencer par les producteurs maraîchers, qui manquent d'outils adaptés de planification de leurs cultures. La réalisation d'un plan de culture peut s'avérer extrêmement complexe pour un système maraîcher très diversifié. En effet, ce type de système demande des compétences élargies de la part du producteur : pour satisfaire les goûts et les besoins des consommateurs toute l'année, il doit à la fois maîtriser les méthodes de cultures d'un grand nombre de légumes, et s'assurer d'une bonne répartition de sa production pendant l'ensemble de la saison de production, notamment dans les paniers. Pour cela, il faut dès l'hiver prévoir la production et élaborer le plan de culture adéquat : définir les surfaces correspondantes, les dates de semis et de récolte, les quantités de semences à acquérir, les travaux agricoles à réaliser, etc. Nous avons analysé les outils disponibles, et nous les avons estimés relativement inadaptés. Notre équipe a dès lors conçu et développé en interne un premier outil qui permet aux maraîchers de construire des plans de culture sous la forme d'un planning automatisé. Cet outil a été testé sur les 5 ha de maraîchage gérés par la SCRLFS Les Compagnons de la Terre, et il sera mis à la disposition d'autres maraîcher une fois validé. D'autres acteurs des provinces de Liège, Namur et Bruxelles ont fait le même constat et travaillent également de leur côté à développer des logiciels de planification. Un travail de mutualisation est donc à mener.

Par ailleurs, nous nous sommes associés à SAW-B et Febecoop pour développer une Plateforme de partage des savoirs coopératifs avec une dizaine de coopératives de notre écosystème liégeois. Notre équipe participe par ailleurs à GreenSCOP, un projet d'entreprise partagée principalement active dans le domaine des métiers liés à l'agriculture bio et à l'alimentation en circuits courts, et nous représentons plusieurs coopératives liégeoises dans le groupe ERPCoop qui a pour objectifs de réaliser une analyse fonctionnelle des besoins de coopératives de distribution de produits alimentaires et de comparaison les outils disponibles, et d'identifier les besoins pour développer et mutualiser un nouvel outil commun.